

ÉDITO Par Vincent Rocour

Un silence assourdissant

Quand il est devenu Premier ministre, Charles Michel (MR) ne pouvait évidemment pas prévoir que la Catalogne déclarerait unilatéralement son indépendance et, surtout, que son président déchu viendrait s'exiler en Belgique. L'aurait-il su qu'il aurait sans doute davantage hésité.

La présence de la N-VA dans la majorité l'empêche d'aligner le gouvernement fédéral derrière son homologue espagnol, là où tous les autres pays de l'Union européenne – à l'exception de la Slovaquie – semblent s'être positionnés. Les nationalistes flamands – dont la raison d'être est l'indépendance de la Flandre – ne peuvent en effet donner l'impression de soutenir la répression de Madrid à l'égard d'un mouvement qu'ils rêvent d'initier eux-mêmes en Belgique. C'est, ici, la nature même de la N-VA qui est en jeu.

Charles Michel ne peut pas non plus attaquer trop frontalement Madrid. Le simple appel au dialogue qu'il avait lancé au soir d'un référendum marqué par la violence policière lui avait valu une solide remontrance de la part de Mariano Rajoy et la réprobation tacite des autres leaders européens. Cette ligne de l'opposition à Madrid paraît bien difficile à tenir pour un pays qui prétend vouloir être en permanence dans le cockpit de l'Union européenne.

Coincé, Charles Michel a dès lors choisi le silence. Formellement, il peut se le permettre. Il reviendra en effet à la justice belge et non à son gouvernement de répondre à une éventuelle demande d'extradition de Carles Puigdemont. Mais ce silence risque de devenir assourdissant si la procédure traîne en longueur – on parle d'un mois et demi – et que le président catalan déchu joue de cette longueur pour se poser en martyr. Le sentiment que la Belgique est devenue la base arrière de tous les courants nationalistes est en train de se propager à travers l'Europe. Un sentiment renforcé par le fait qu'il n'y a plus désormais, en Belgique, que les ténors de la N-VA qui se prononcent sur la question.